



Autolib' et Vélib' Métropole

2 rue Jean Lantier

75001 Paris

Tél : 01 80 18 92 00

www.autolibmetropole.fr

PREFECTURE DE LA REGION  
D'ILE-DE-FRANCE  
PREFECTURE DE PARIS

14 AVR. 2017

Service des collectivités locales  
et du contentieux

## PROCÈS-VERBAL

Séance du Comité syndical du 10 mars 2017

Le 10 mars 2017, à 15 heures, le Comité syndical, dûment convoqué le 3 mars 2017, s'est réuni, en séance publique à l'Hôtel de Ville de Paris, 5 rue de Lobau 75004 Paris, sous la présidence de Mme Marie-Pierre de la Gontrie.

Nombre de délégués en exercice :

105

Nombre de délégués présents ou représentés :

64 dont 17 pouvoirs

### Étaient présents :

#### **Titulaires :**

M. Thierry Michel ISOARD (Asnières-sur-Seine), M. Alain LOPPINET (Bailly), M. Henri VINCENT (Bois-Colombes), M. Jean-Paul MARTINERIE (Chatenay-Malabry), M. Jackie BOULAY (Châtillon), M. Bernard ACCART (Courbevoie), M. Xavier CARON (Enghien-les-Bains), M. Yoann RISPAL (Fontenay-sous-Bois), M. Christophe BERNIER (Gennevilliers), Mme Geneviève GAILLABAUD (La Garenne-Colombes), M. Benoît BLOT (Le Plessis-Robinson), M. Christophe PAQUIS (Les Lilas), Mme Marie-France PARRAIN (Maisons-Alfort), Mme Catherine PILON (Montreuil), Mme Marie-José RAMBEAU (Montrouge), M. Pascal BUTIN (Neuilly-Plaisance), M. Éric SCHINDLER (Neuilly-sur-Seine), M. Jean-Jacques PASTERNAK (Nogent-sur-Marne), Mme Marie-Pierre de La GONTRIE (Paris), M. Christophe NAJDOVSKI (Paris), Mme Marie-Michelle PHOJO (Romainville), M. Abdel Ilah AZMI (Saint-Cloud), Mme Pascale TRIMBACH (Saint-Mandé), M. Patrice PATTÉE (Sceaux), M. Jean-Paul MORDEFROID (Verrières-le-Buisson), M. Hervé FLEURY (Versailles), M. Mahrouf BOUNEGTA (Villejuif), M. Roland HEAULME (Viroflay), M. Jean-Marc BOURJAC (Vitry-sur-Seine).

Grand Paris Seine Ouest : Mme Christine BRUNEAU, M. Gauthier MOUGIN, M. Hervé LIEVRE, M. Bernard ROCHE.

Paris Est Marne et Bois : M. Alain GUÉTROT.

Grand Paris Sud Est Avenir : Mme Khadija OUBOUMOUR, M. Bruno HELIN

Paris Ouest la Défense : M. Éric LE LANN

Vallée Sud Grand Paris : M. Serge KEHYAYAN, M. Rodéric AARSSE.

#### **Suppléant(e)s avec voix délibératives :**

M. Hervé LEUCI (Bobigny), M. Vincent MEZURE (Bougival), M. Hervé WILLAIME (Cachan), M. Richard DELEPIERRE (Le Chesnay), Mme Anne-Laure LEBRETON (Puteaux), M. Thierry de MAZANCOURT (Vaucresson), M. William DELANNOY (Métropole du Grand Paris), Mme Pascale MEKER (Vallée Sud Grand Paris).

### **Suppléant sans voix délibératives :**

M. Timothé LEFEBVRE (Sceaux), Mme de PAMPELONNE (Grand Paris Seine Ouest) M. Olivier BODO (Châtillon), M. Richard DELEPIERRE (Le Chesnay), Mme Catherine BARATTI-ELBAZ (Paris).

### **Excusés ayant donné pouvoir :**

Mme Perrine PRECETTI (Antony) à M. ISOARD, M. Arnaud GIBERT (Bezons) à M. BERNIER, M. Jean-Luc MILLARD (Drancy) à M. PATTÉE, M. Denis REDON (Épinay-sur-Seine) à M. LEUCI, M. Alain SANSON (Fontenay-le-Fleury) à M. LOPPINET, M. Yves MENEL (Garches) à M. AZMI, M. Stéphane PRAT (Ivry-sur-Seine) à M. AARSSE, M. Jacques FRANQUET (La Celle-Saint-Cloud) à M. Fleury, Mme Sophie DESCHIENS (Levallois-Perret) à M. CARON, M. Jean-Paul FAUCONNET (Rosny-sous-Bois) à M. BUTIN, M. Christian PAGE (Saclay) à M. MORDEFROID, M. Pascal THEVENOT (Vélizy-Villacoublay) à Mme GAILLABAUD, M. Jean-Claude LE ROUX (Yerres) à M. BOUNEGTA, M. Jean-Marc SZMARAGD (Grand Paris Seine Ouest) à M. MOUGIN, Mme Aline de MARCILLAC (Grand Paris Seine Ouest) à M. de MAZANCOURT, M. Thierry HEBBRECHT à Mme PARRAIN, Mme Monique BOUTEILLE (Paris Ouest la Défense) à M. SCHINDLER.

**Etaient excusés :** M. Jean-Pierre SPILBAUER (Bry-sur-Marne), M. BESNARD (Cachan), M. Yves FUCHS (Champigny-sur-Marne), M. Olivier BODO (Châtillon), Mme DEBRÉ (Département des Hauts-de-Seine), M. Yann WEHRLING (Région Ile-de-France), M. Boutaëb KADDANI (Joinville-le-Pont), M. Philippe BRILLAULT (Le Chesnay), M. Christophe BOISSIERE (Vincennes), M. GIRAULT (Noisy-le-Sec), Mme Laurence WESTPHAL (Sucy-en-Brie), M. SCHUMACHER (Grand Paris Grand Est), M. KNUSMANN et Mme de PAMPELONNE (Grand Paris Seine Ouest), M. Pascal TURANO (Paris Est Marne et Bois), M. VASTEL (Vallée Sud Grand Paris), MM. OLLIER et GUIRAUD (Métropole du Grand Paris).

**Assistaient également à la séance :** Mmes Véronique HACHÉ, directrice d'Autolib' Métropole, Aurore KING, assistante de direction, Fabienne PUIG, Responsable de la coordination administrative et technique, M. Malik SALEMKOUR Chargé de mission.

### **Ordre du jour :**

- 1 - Approbation du procès-verbal de la séance du 6 mars 2017
- 2 - Délibérations :
  - Adhésion de collectivités au SMAVM et transfert de compétence de location de vélos en libre-service pour adhésion à l'option Vélib'
  - Désignation d'un membre du Bureau
  - Désignation des membres de la CAO
  - Approbation du règlement intérieur de la CAO
  - Projet de budget annexe sous forme de régie autonome
- 3 - Points divers

La présidente a ouvert la séance à 15 heures et a constaté que la condition de quorum était remplie.

M. William DELANNOY est désigné secrétaire de séance.

### **1 - Approbation du procès-verbal de la séance du 6 mars 2017**

La Présidente s'enquiert d'éventuels commentaires ou demandes.

Aucune autre observation n'est formulée.

*Le procès-verbal du Comité syndical de la séance 6 mars 2017 est adopté à l'unanimité.*

## **2 - Délibérations :**

**La Présidente** informe les membres que pour le premier point inscrit à l'ordre du jour, aucune demande n'est parvenue et que ce point ne sera donc pas abordé.

Elle précise concernant le deuxième point inscrit à l'ordre du jour : élection d'un membre du Bureau, qu'elle souhaite proposer une modification de cette délibération en la remplaçant par une délibération augmentant à 9 le nombre de vice-président(e)s et, compte tenu de l'adhésion de la Métropole du Grand Paris, que ce neuvième poste soit attribué à M. Ollier.

**La Présidente** s'enquiert d'éventuelles oppositions concernant ces deux propositions.

***Le Comité syndical, accepte ces propositions.***

### **2-1 Modification du nombre de Vice-présidents et Élection du 9<sup>ème</sup> Vice-président (2017 20)**

L'article 11 des statuts du Syndicat prévoit qu'un ou plusieurs Vice-président(e)s peuvent être désignés par le Comité Syndical. Le rôle des Vice-président(e)s consiste notamment à participer aux réunions du bureau et à remplacer la Présidente en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier.

Par les délibérations n°2014 014 du 10 juillet 2014, 2015 17 du 6 juillet 2015 et 2016 02 du 11 février 2016, Le Comité syndical a élu huit Vice-président(e)s.

Considérant qu'à la suite de l'adhésion de la Métropole du Grand Paris au Syndicat, il est proposé d'ajouter un neuvième poste de vice-président et de l'attribuer à M. Ollier.

**La Présidente** soumet la délibération aux voix.

Sur le 9<sup>ème</sup> poste de vice-président :

64 Pour - 0 contre – 0 abstention

Sur la désignation de M. Patrick Ollier en qualité de 9<sup>ème</sup> vice-président :

63 Pour - 1 contre – 0 abstention

***Le Comité syndical, après en avoir délibéré, DÉCIDE à la majorité de porter à neuf le nombre de vice-président(e)s ; DÉSIGNE, à la majorité, Monsieur Patrick Ollier, 9<sup>ème</sup> Vice-président.***

**M. William DELANNOY (Métropole du Grand Paris)** remercie l'ensemble des membres. Il rappelle les étapes de l'engagement de M. Patrick Ollier et confirme que la MGP apportera une aide significative pour un montant global annuel de 4 millions d'euros, soit, dit-il un soutien financier de l'ordre de 10 000€ par station et par an à toutes les communes hors Paris qui souhaitent disposer du service Vélib'. Ce montant, dit-il, reste pour le moment indicatif, il dépendra de l'offre retenue ainsi que de l'équilibre financier du marché.

**Mme Geneviève GAILLABAUD (La Garenne-Colombes)** rappelle ce qui avait été dit par le représentant de la MGP lors du Comité du 6 mars sur la durée de ce soutien. Elle demande si la durée de la subvention de 4 millions d'euros de la MGP correspond bien à la durée du marché.

**M. William DELANNOY (Métropole du Grand Paris)** pense qu'il y va de l'intérêt de la MGP durant son existence de maintenir cette subvention pour la durée du marché.

**La Présidente** rappelle que M. Guiraud, lors de la séance du 6 mars, confirmait que la participation de la MGP suivrait l'existence de la MGP et de Vélib'.

**M. Patrice PATTÉE (Sceaux)** salue la décision de M. Patrick Ollier d'accompagner le projet Vélib'. Il estime que cette subvention va déclencher un mouvement d'adhésion des communes de la banlieue et dit-il, il y a une telle appétence pour le vélo qu'il pense que même si dans quelques

années, il n'y avait plus cette subvention, cela deviendra complètement acceptable de financer cette mobilité publique. Il ajoute que Vélib' sera d'ici quelques années être inscrit dans le paysage de la métropole.

**La Présidente** rappelle que l'ensemble du conseil métropolitain a voté à l'unanimité sur le principe d'adhésion.

**M. William DELANNOY (Métropole du Grand Paris)** pense que plus le maillage sera important, plus les maires seront revendicatifs sur la participation financière de la Métropole.

**La Présidente** partage les propos de M DELANNOY. Elle propose de passer à la délibération suivante.

## 2-2 Désignation des membres de la CAO (délibération : 2017 21)

**La Présidente** rappelle que la CAO a été composée en 2014. Elle doit être renouvelée car plusieurs membres ont quitté la CAO. Elle informe les membres que la prochaine réunion de la CAO aura lieu le 21 mars à 15h00 pour l'attribution du marché Vélib'.

Elle explique qu'une seule liste est proposée en fonction des critères suivants :

- Les anciens membres ;
- La répartition géographique ;
- La répartition politique ;
- La disponibilité.

Elle précise, ne pas avoir réussi à respecter la parité malgré avoir essayé.

Elle informe l'assemblée qu'il a été demandé à tous les membres qui ont candidaté d'adresser une déclaration d'intérêt et qu'elle est extrêmement sourcilleuse depuis le début de ce projet. Elle précise qu'au moment de la remise du rapport d'analyse des offres, il sera demandé aux titulaires de la CAO de s'engager sur la confidentialité en raison des enjeux qui sont très importants.

**La Présidente** cite ensuite oralement la liste composant les 5 membres titulaires :

- Marie-Pierre de La Gontrie, en tant que présidente de la CAO.
- Patrick Ollier ;
- Thierry-Michel Isoard (Asnières-sur-Seine) ;
- Christophe Najdovski (Paris) ;
- Yoann Rispal (Fontenay-sous-Bois) ;
- Jean-Luc Millard (Drancy).

Elle cite ensuite la liste composant les 5 membres suppléants suivants :

- Christophe Bernier (Gennevilliers) ;
- Patrice Pattée (Sceaux) ;
- Bruno Helin (Créteil) ;
- Geneviève Gaillabaud (la Garenne-Colombes) ;
- Sophie Deschiens (Levallois-Perret).

Elle s'enquiert de remarques ou de propositions de candidatures.

**M. Patrick PATTÉE (Sceaux)** réitère sa motivation et son soutien à Vélib' et sa connaissance du vélo en banlieue qui est très différent de Paris. Il indique que la position de suppléant ne permet pas de participer au choix du service et du vélo alors qu'il le souhaiterait.

**La Présidente** explique qu'il n'y a pas pour cette commission de suppléants affectés à un titulaire. Elle précise que les titulaires seront convoqués pour choisir le candidat mais qu'ensuite c'est le Comité Syndical qui se prononcera sur l'attribution du marché. Elle demande à Patrice Pattée s'il fait acte formellement de sa candidature.

**M. Patrick PATTÉE (Sceaux)** répond par l'affirmative.

**La Présidente** précise avoir fait en sorte que les représentants des départements soient présents et elle ajoute que si M. PATTÉE souhaite être titulaire, il prendrait la place de M. ISOARD qui est également du même département.

**M. Rodéric AARSSE (Vallée Sud Grand Paris)** demande si les suppléants peuvent être invités à la CAO.

**La Présidente** répond par la négative.

**M. Thierry-Michel ISOARD (Asnières-sur-Seine)** fait part de sa volonté de réussite pour Vélib'. Il propose de passer de titulaire à suppléant pour laisser sa place à Patrice Pattée.

**Mme Pascale MÉKER (Bagneux)** regrette le manque de parité.

**La Présidente** se dit du même avis.

**Mme Khadija OUBOUMOUR (Grand Paris Sud Est Avenir)** demande pourquoi le choix des membres ne s'est pas effectué par territoire.

**La Présidente** répond qu'il a fallu calculer en fonction des cinq membres.

**M. Bruno HÉLIN (Grand Paris Sud Est Avenir)** s'enquiert de savoir si les suppléants seront fléchés.

**La Présidente** explique qu'il s'agit d'un scrutin de liste et les suppléants sont également en liste.

Elle présente ensuite oralement la liste des membres titulaires et suppléants modifiée comme suit :  
Titulaires

- Marie-Pierre de La Gontrie, en tant que présidente de la CAO.
- Patrick Ollier (Métropole du Grand Paris) ;
- Patrice Pattée (Sceaux) ;
- Christophe Najdovski (Paris) ;
- Yoann Rispal (Fontenay-sous-Bois) ;
- Jean-Luc Millard (Drancy).

Suppléants :

- Christophe Bernier (Gennevilliers) ;
- Thierry-Michel Isoard (Asnières-sur-Seine) ;
- Bruno Helin (Créteil) ;
- Geneviève Gaillabaud (la Garenne-Colombes) ;
- Sophie Deschiens (Levallois-Perret).

**La Présidente** propose aux membres de voter soit à bulletin secret soit à main levée. Elle constate que le Comité Syndical approuve à l'unanimité le vote à main levée et soumet la liste aux voix.

63 Pour - 0 contre – 1 abstention

*Le Comité syndical, après en avoir délibéré, **DESIGNE** les membres suivants pour siéger à la Commission d'Appel d'Offres, présidée de droit par la Présidente du Syndicat Autolib' et Vélib' Métropole ou sa/son représentant(e) :*

## TITULAIRES

1 – Patrick OLLIER

2 – Patrice PATTÉE

3 – Christophe NAJDOVSKI

4 – Yann RISPAL

5 – Jean-Luc MILLARD

## SUPPLEANTS

1 – Christophe BERNIER

2 – Thierry Michel ISOARD

3 – Bruno HELIN

4 – Geneviève GAILLABAUD

5 – Sophie DESCHIENS

### 2-3 Approbation du règlement intérieur de la CAO (délibération : 2017 22)

L'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics a modifié le régime des commissions d'appel d'offres (CAO) des collectivités territoriales et de leur groupement.

L'article 102 de cette ordonnance a, en effet, abrogé le code des marchés publics à compter du 1er avril 2016 et a modifié dans le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), l'article L 1414-2 qui dispose que pour les marchés publics dont la valeur estimée hors taxe est égale ou supérieure aux seuils européens, le titulaire est choisi par une commission d'appel d'offres composée conformément aux dispositions de l'article L 1411-5.

Il est à noter cependant que les nouveaux textes ne comportent pas de dispositions spécifiques au fonctionnement de la CAO mais que les collectivités doivent cependant définir les règles de fonctionnement de leur propre CAO dans le cadre d'un règlement intérieur adopté par délibération. Sur le projet de règlement intérieur de la CAO présenté ;

**La Présidente** donne la parole à Mme Haché pour introduire le règlement intérieur de la CAO.

**Mme Véronique HACHÉ (Directrice du Syndicat)** résume brièvement les points importants du règlement intérieur :

- Il est possible de faire siéger à la CAO, à titre d'experts, des personnes ayant instruit le dialogue compétitif ;
- Les services de l'Etat siègent à la CAO ;
- Les dossiers sont envoyés cinq jours avant la réunion ;
- Tous les membres de la CAO peuvent demander que leurs observations soient portées dans le procès-verbal ;
- Les réunions sont non publiques ;
- En cas d'absence de titulaire, le premier suppléant de la liste le remplace.

**La Présidente**, en l'absence de remarques, soumet le règlement intérieur au vote.

63 Pour - 0 contre – 1 abstention

**Le Comité Syndical**, après en avoir délibéré, **ADOpte** le règlement intérieur de la Commission d'Appel d'Offres du Syndicat Mixte Autolib' et Vélib' Métropole ci-annexé.

### 2-4 Projet de budget annexe sous forme de régie autonome (délibération : 2017 23)

A la suite de la modification statutaire adoptée par le Comité syndical du 14 novembre 2016, le Syndicat mixte Autolib' Métropole, désormais dénommé Syndicat mixte Autolib' et Vélib' Métropole, sera en charge de la mise en place et de l'exploitation du service Vélib' à compter de l'attribution du marché public prévue en mars 2017.

Le Syndicat assume ainsi à compter de 2017 deux activités distinctes inscrites dans son objet statutaire et qui seront à traduire dans ses documents budgétaires :

\* La première, historique, reflète les engagements financiers liés au service Autolib' dans le cadre de la délégation de service public en cours ;

\* La seconde, prévue en compétence optionnelle sur l'adhésion spécifique des collectivités volontaires, est relative au service Vélib'.

Du fait des modalités de gestion différentes pour ces deux services, avec leurs financements propres, le comité syndical a souhaité que soient assurées une lisibilité financière et une étanchéité des risques éventuels portés par chacune de ces activités.

L'article 62 de la loi du 12 juillet 19991 a expressément autorisé l'ensemble des collectivités territoriales, leurs établissements publics, les établissements publics de coopération intercommunale ou les syndicats mixtes à exploiter directement un service public industriel et commercial ou un service public à caractère administratif sous forme de budget annexe constitué sous forme de régie autonome.

**La Présidente** donne la parole à M. SALEMKOUR pour l'introduction du projet de budget annexe.

**M. Malik SALEMKOUR (Chargé de mission juridique et financière du syndicat)** indique aux membres que comme le prévoit désormais les statuts, le Syndicat Autolib' et Vélib' métropole a également en charge Vélib'. Il rappelle que pour gérer Vélib', les membres avaient demandé à ce que cela soit bien identifié dans l'activité du Syndicat et dans son budget et qu'il y ait une étanchéité des risques entre Vélib' et Autolib'. Il informe qu'après une étude approfondie, il est proposé de créer un budget annexe sous forme de régie à caractère administratif. Il ajoute que la régie "Vélib'" proposée n'a pas d'autonomie juridique mais une seule autonomie financière, c'est-à-dire qu'il y a un compte spécifique identifié, des recettes et dépenses dédiées permettant de donner une bonne visibilité du coût du service. Il précise ensuite que ce projet a été soumis :

- à la commission consultative des services publics locaux ;
- au Comité technique du centre interdépartemental de gestion ;
- à l'avis de la DRFIP, de la Préfecture et des autres services juridiques nécessaires.

Il ajoute que le principe de cette régie serait, si les statuts sont approuvés, que le conseil d'exploitation soit le Comité syndical. De ce fait, La présidente du Comité serait à la fois présidente de la régie et du Conseil d'exploitation et la direction de la régie serait assurée par Mme HACHÉ, directrice du Syndicat. Il précise qu'il est également nécessaire légalement d'adjoindre 2 personnalités qui siégeront avec voix délibératives. Enfin, il indique que les fonctions sont gratuites et que toutes les délibérations concernant Vélib' seront soumises au Conseil d'exploitation, confondu avec le comité syndical avec des voix pour les collectivités ayant transféré la compétence en fonction du nombre de stations financées.

**La Présidente** s'enquiert d'éventuelles questions.

**M. Abdel-Ilah AZMI (St Cloud)** demande d'où proviennent les 500 000€ de la régie.

**M. Malik SALEMKOUR (Chargé de mission juridique et financière)** répond que pour la mise en place de la régie, cette dotation initiale en avance de trésorerie proviendra des excédents de fonctionnement du budget du Syndicat. Cette avance est distincte de celle que fait la Ville de Paris pour le budget 2017, les autres collectivités ayant opté pour Velib' n'ayant pas de contribution à verser en 2017.

**Mme Véronique HACHÉ (Directrice du Syndicat)** ajoute que le Conseil de Paris a voté le budget en décembre 2016.

**M. Jean-Paul MORDEFROID (Verrières-le-Buisson)** s'enquiert d'éclaircissements sur la T.V.A.

**M. Malik SALEMKOUR (Chargé de mission juridique et financière)** explique que la TV.A. s'applique aux prestations de services.

**Mme Marie-France PARRAIN (Maisons-Alfort)** croit comprendre que les 500 000€ d'avance correspondent à la somme qui sera remboursée en 2018 par les villes adhérentes.

**M. Malik SALEMKOUR (Chargé de mission juridique et financière)** précise qu'il s'agit d'une avance en trésorerie qui sera remboursée comme telle entre les deux budgets, le budget général et celui de la régie.

**La Présidente** constate qu'il n'y a pas d'autres remarques et soumet la délibération aux voix.

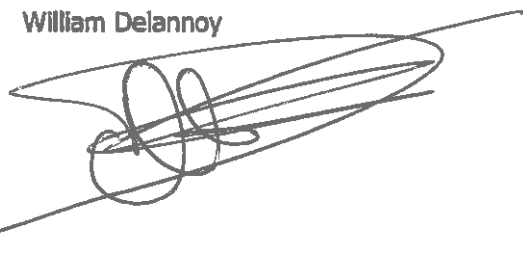
63 Pour - 0 contre – 1 abstention

*Le Comité syndical, après en avoir délibéré, **DECIDE** de créer, selon les stipulations susvisées, une régie autonome à caractère administratif ; **APPROUVE** à cet effet les statuts de la régie autonome figurant en annexe fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement de cette régie ; **DECIDE** de dénommer ladite régie « Régie Vélib' » ; **FIXE** le montant de la dotation initiale de la régie autonome à 500 000 euros sous forme d'avance remboursable ; **AUTORISE** la Présidente à accomplir toutes les démarches et formalités afférentes à l'exécution de la présente délibération.*

L'ordre du jour étant épuisé, la Présidente lève la séance à 16 heures 45.

Le Secrétaire,

William Delannoy



La Présidente,

Marie-Pierre de la Gontrie

